

La chute de la maison Bébé

Jacques Bichot, le 18 mars 2022, sur *économie matin*

La DREES, Direction des études et recherches dans le domaine social, vient de faire le point sur la PMI, la Protection Maternelle et Infantile, service dédié aux missions de santé publique et de prévention dans le domaine de la maternité et de la petite enfance.

L'importance du sujet est vitale, puisqu'il s'agit du renouvellement de la population, dont dépend au premier chef l'avenir de notre pays. Hélas, l'étude constate « un recul de l'activité de la PMI et une forte baisse des effectifs de médecins entre 2016 et 2019 » – les premières années du quinquennat qui se termine.

Le rapport précise que les actions destinées aux enfants, notamment les consultations individuelles et les visites à domicile, qui représentent 58% de l'activité des services de PMI, « ont diminué de 4,5 % en moyenne par an entre 2016 et 2019 ». Les effectifs de médecins ont reculé encore un peu plus (4,8 % par an).

La DREES ne compare pas cette évolution à celle des naissances, mais les statistiques de l'INSEE permettent de combler cette lacune : de 2035 naissances par jour en 2016, la France est tombé à 1957 naissances quotidiennes en 2019. Le recul a donc été de 3,8 % par an pour les naissances, un peu moins, mais pas tellement, que pour l'activité de la PMI et le nombre de médecins qui y exercent. Plus qu'une relation de causalité dans un sens ou dans un autre, il semble exister une désaffection progressive pour la procréation, au niveau des pouvoirs publics et à celui de la population. C'est cela qui est grave.

Côté Présidence, Gouvernement et Administration, on constate un manque d'intérêt pour la question : « le renouvellement des générations n'est pas tout à fait suffisant ? Boff ! Et alors ? Qu'est-ce que ça peut bien faire ? Il y a déjà tellement de dépenses comme cela, inutile de se charger de gamins supplémentaires ! » Et côté jeunes ménages susceptibles de procréer, c'est une lente érosion du pourcentage de ceux qui veulent un « numéro trois », voire un « numéro deux ».

Cette évolution est progressive, elle passe inaperçue – mais elle n'en a pas moins une importance, sans jeux de mots, vitale. La France est moins infectée par le virus de la dénatalité que beaucoup d'autres pays développés, mais elle n'est pas protégée par une sorte d'immunité. L'exemple de nos voisins allemands, italiens et espagnols ne nous tire pas dans le bon sens. Même ceux qui ne « craquent » pas devant le sourire d'un bébé devraient vouloir un redressement de la politique démographique française et s'inquiéter du lent déclin de notre PMI.